

4 Économie

Diversification de l'économie gabonaise

L'investissement privé pour dynamiser la croissance



Photo : Adjiaï Ntoutoume

Une vue du panel lors de la conférence. Photo de droite : Plusieurs chefs d'entreprises et autres décideurs ont assisté à la Conférence Club Afrique Développement.



Photo : Adjiaï Ntoutoume

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE Club Afrique développement (CAD), en collaboration avec l'Union gabonaise de banque (UGB), filiale du groupe marocain Attijariwafabank, ont organisé, vendredi à Libreville, une conférence sur le thème "investissement et développement du commerce extérieur au Gabon". Cette rencontre, qui réunissait de nombreux chefs d'entreprises, décideurs économiques, a permis aux uns et aux autres d'échanger sur des sujets liés à la promotion des investissements au Gabon, qui constitue un des enjeux

principaux du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

Dans son allocution d'ouverture, Abdelaziz Yaagoubi, directeur général de l'UGB, a rappelé que son établissement joue depuis plusieurs années son rôle de banque citoyenne, «*en créant des opportunités de développement économique.*»

La ministre de la Promotion des investissements privés, du Commerce, du Tourisme et de l'industrie, Madeleine Berre, qui a introduit le panel consacré au thème principal, a rappelé «*l'immense potentiel du Gabon, qui est, doté d'un riche patrimoine naturel et minier.*» Elle s'est focalisée sur les importantes mesures mises en œuvre pour

créer un cadre économique, juridique et fiscal favorable, à même de contribuer, de manière significative, à l'amélioration du climat des affaires dans notre pays.

A cet effet, Mme Berre a insisté sur l'engagement des pouvoirs publics à accélérer la diversification de l'économie gabonaise, en misant particulièrement sur le développement de l'investissement privé, qui est au centre de toute dynamique de croissance.

Le directeur général d'Olam Gabon, Gagan Gupta, a apporté son témoignage sur le succès des dispositifs mis en place par notre pays pour attirer davantage d'investisseurs étrangers. A propos des questions de fiscalité dans

notre pays, le directeur général adjoint des Impôts, Yannick Mokanda, a présenté les principales et importantes réformes engagées par les pouvoirs publics pour parvenir à mettre en place un cadre fiscal moderne, plus souple et attractif, «*permettant à la fois de sécuriser les recettes fiscales et favoriser l'investissement privé ainsi que la compétitivité des entreprises*», a-t-il ajouté.

Enfin, le directeur général d'Attijariwafabank, Boubker Jai, a réitéré l'engagement constant de son Groupe «*à soutenir les initiatives visant à créer des conditions d'exploitation des opportunités d'investissement, à la hauteur des enjeux d'inclusion financière et de renforcement de la*

coopération économique entre opérateurs de différents Etats.»

A l'issue de ce conclave, les participants ont manifesté leur ferme volonté de prendre part à la contribution du secteur privé dans la croissance des pays africains en général, et du Gabon en particulier.

Pour rappel, le Club Afrique développement, fondé par le Groupe Attijariwafabank, a pour objet de contribuer à faciliter les échanges régionaux et les débats relatifs à la coopération Sud-Sud. Conscient des enjeux de développement socio-économique en Afrique, le Club s'inscrit dans un état d'esprit de croissance solidaire et une vision humaniste du développement économique.

Brèves

Zimbabwe/ Nouvelle monnaie sous forme de billets d'obligations

Selon la banque centrale du Zimbabwe, «*l'introduction des billets d'obligations prendra effet à partir du lundi 28 novembre 2016*». A court de devises, le pays de Robert Mugabe a ainsi décidé, après avoir utilisé le dollar américain, puis le rand sud-africain, de lancer une nouvelle monnaie qui sera indexée sur le billet vert américain. Dans un premier temps, des coupons d'obligations d'une valeur de 2 dollars seront mis en circulation pour un total de 10 millions de dollars. Puis suivront des coupons d'un dollar pour un total de 2 millions de dollars. L'objectif du gouverneur de la banque centrale, John Mangudya, est d'émettre ainsi pour 75 millions de dollars d'ici la fin de l'année.

Fortune/ 86,2% de la richesse mondiale appartient à 7,8% des individus
33 millions de personnes représentant 0,7% de la population mondiale, dont une large majorité vivant dans les pays occidentaux, possèdent 45,6% de la fortune universelle, soit 116 000 milliards \$.

Selon le dernier rapport de Credit Suisse Research Institute sur la richesse des ménages, lorsqu'on y ajoute les 7,1% de personnes possédant des avoirs nets situés entre 100 000 \$ et 1 million \$, on arrive au constat que 7,8% d'adultes dans le monde se partagent 86,2% de sa fortune totale, soit 220 500 milliards \$.